

SEG TAABA

Numéro 9 du 28 mai 2001

Éditorial

Le pastoralisme, activité reine dans la zone du Sahel mais souvent peu ou mal prise en compte dans la gestion des ressources naturelles, est au coeur des recherches du Pôle Pastoral Zone Sèche. Pour ce Seg Taaba 9, nous vous proposons un zoom sur ce groupement d'intérêt scientifique mis en place à Dakar depuis mars 2001.

Autre thème à l'honneur dans ce numéro, la gestion de déchets urbains qui est une préoccupation majeure des grandes villes africaines, dont on a souvent dit qu'elles étaient des coquettes sales. Seg Taaba 9 présente, dans ce cadre, une expérience à suivre, en cours à Bamako.

Enfin, Seg Taaba propose des voix de femmes pour la présentation du projet Dimitra qui vient de se distinguer dans l'appui à la mise en place d'un réseau national des femmes rurales au Sénégal et pour une contribution toute en fraîcheur au débat sur le genre!!!!.

Zoom Sur: Pôle Pastoral Zone Sèche

Malgré la crise qui secoue les écosystèmes arides et semi-arides depuis quelques décennies, l'élevage demeure un secteur vital pour les sociétés pastorales et le meilleur mode de valorisation des ressources des zones sèches. D'autre part, les processus de décentralisation en cours dans la plupart des pays ouest africains créent un nouveau contexte politique dans lequel l'organisation locale des éleveurs et agropasteurs pour gérer les ressources est un enjeu majeur pour la viabilité écologique et socio-économique de ces systèmes de vie et de production.

L'élevage est abordé aujourd'hui dans les programmes de développement sous l'angle de la pérennité de l'élevage extensif, de sa meilleure intégration aux économies nationales et de son articulation aux autres systèmes de production. Mais si l'élevage extensif semble maintenant réhabilité scientifiquement et politiquement en tant que tel, on manque encore de beaucoup d'éléments dans la recherche et le développement.

Pour apporter un appui pertinent, la recherche doit comprendre ces systèmes complexes et les dynamiques qui s'établissent entre les écosystèmes arides et semi-arides et les sociétés pastorales qui les valorisent, afin de mettre au point des outils de diagnostic et de gestion.

C'est avec ces objectifs que l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), le Centre de suivi écologique (CSE), l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) ont créé un groupement d'intérêt scientifique (Gis), le « *Pôle Pastoral Zones Sèches* » (PPZS), dont le siège se trouve à Dakar. Après la signature de la Convention de création, le 16 mars 2001, le conseil de groupement du PPZS s'est réuni, pour la première fois, les 3 et 4 mai, à Dakar, pour traiter des questions scientifiques et organisationnelles de l'équipe. Des personnalités extérieures en sciences sociales, en géographie et en écologie avaient été invitées à participer aux discussions scientifiques.

Le PPZS mobilise une équipe pluridisciplinaire de chercheurs des quatre institutions fondatrices auxquelles s'ajoutent des collaborations ponctuelles. Au niveau de la communauté du développement, l'appui aux modes d'élevage extensif, la désertification et le changement climatique, la durabilité et la préservation de la biodiversité, l'exploitation multi-usage des ressources, la régionalisation-décentralisation, le lancement de projets d'infrastructures et de gestion des ressources en zone pastorale sont des thèmes qui structurent actuellement les travaux des chercheurs, les financements des bailleurs et les objectifs affichés par les politiques dans les régions arides.

La mission du pôle pastoral est de produire des résultats scientifiques dans le champ politique et humain du développement. Plus précisément, les résultats sur le fonctionnement des écosystèmes et des sociétés pastorales se prolongent par la mise au point d'outils de diagnostic et de gestion. Le pôle assure aussi un rôle de formation (8 étudiants accueillis en 99-2000) et a l'ambition de mobiliser un réseau régional en réunissant une masse critique de compétences sur le pastoralisme dans la sous-région.

Les travaux de l'équipe (composée actuellement 9 chercheurs permanents, dont 4 à plein temps) ont en commun une approche par le « genre de vie » : cela implique une approche interdisciplinaire. Les pastoralistes qui parlent de systèmes de production et d'écosystèmes, s'intéressent aussi aux perceptions techniques et sociales des éleveurs ; les géographes modélisent l'espace et les ressources en combinant images spatiales et dires d'acteurs, avec le souci d'outils adaptés à différents utilisateurs potentiels ; les socio-économistes cherchent les ressorts internes de la résistance et des adaptations de ce mode de vie, en tenant compte aussi de la disponibilité des ressources.

Des états des lieux ont démarré en 2000 par des travaux en écologie, en géographie, en socio-économie sur trois sites du Ferlo au Sénégal (Tatki, Rewane et Thieul), et fournissent déjà à l'équipe à la fois un terrain de méthode et ses premiers repères sur la situation pastorale actuelle.

Le pôle s'est aussi engagé dans des travaux de suivi environnemental et d'intervention à différentes échelles :

-en participant à l'élaboration d'un outil informatique d'information sur les interactions Élevage-Environnement : « Toolbox », accessible sur le site Internet de la FAO

-en participant au programme Réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme (ROSELT). Sous l'égide de l'Observatoire du Sahara et du Sahel, ROSELT est confié à un consortium regroupant l'IRD, l'InSah et le CIRAD -en effectuant des suivis de troupeaux et de végétation dans le parc national des oiseaux du Djoudj, au Nord du Sénégal, pour évaluer les interactions bétail/faune sauvage, dans le cadre d'une convention avec la GTZ

-en répondant à la sollicitation de la Banque Mondiale pour assurer le suivi biologique d'un projet pastoral pilote au Sénégal et en Afrique de l'Ouest

-en élaborant ou en participant à plusieurs projets nationaux ou régionaux de recherche sur la gestion des écosystèmes semi-arides

D'autre part, le pôle fournira à partir de 2001 une recherche d'appui sur les modes d'exploitation des ressources naturelles au projet national chargé de l'élevage pastoral au Sénégal (le projet d'appui à l'élevage, PAPEL).

En 1999 et 2000, des travaux menés par des membres de l'équipe au Tchad dans la région du Kanem, et au Sud Ouest du Burkina Faso ont initié de premiers contacts régionaux pour le PPZS.

Véronique Ancey

Contacts

**Email : amtadiop@sentoo.sn ;
ancey@cirad.fr ; ibrtoire@sentoo.sn ;
ickowicz@sentoo.sn
Tel : 221 832 56 15 ; 221 832 08 21
PPZS LNERV, BP 20 57 Dakar Hann,
Sénégal**

Compte rendu: Réussir la décentralisation au Niger

L'atelier constitutif d'un *Groupe d'Échanges et de Recherche Participative sur les Politiques de GRN et de la Décentralisation au Niger* s'est déroulé à Gaya du 3 au 4 mai 2001. Regroupant 23 participants d'horizons institutionnels divers (chefferie traditionnelle, les associations, les institutions étatiques, les ONG, et les projets de développement des organismes bilatéraux ou multilatéraux), l'atelier de Gaya s'inscrit dans un programme sous-régional de recherche-action de l'IIED sur les politiques et les pratiques en matière de gestion de ressources naturelles et de la décentralisation intitulé *Réussir la Décentralisation*.

Les travaux ont permis d'identifier des thèmes qui peuvent faire l'objet d'étude et/ou d'approfondissement, de saisir les opportunités d'influence, et de mettre en place un mécanisme de mise en œuvre du programme de recherche-action. En matière de décentralisation, il s'agit de favoriser la participation des minorités et couches

défavorisées, de prendre en compte la dimension pastorale dans le découpage administratif et de repérer des outils de mise en œuvre de la décentralisation.

Pour influencer les Codes Rural et Pastoral, qui vont être mis en place au Niger, il est nécessaire d'entreprendre des études sur le foncier pastoral et les enjeux relatifs à la GRN, de capitaliser les expériences des Commissions Foncières mises en place par le Code Rural.

Les dynamiques sociales doivent être identifiées afin de comprendre les stratégies d'implication des minorités et groupes marginalisés dans la GRN.

La mise en œuvre du programme est bâtie autour d'un réseau constitué et d'un comité restreint de réflexion informelle. Un point focal a été choisi, un document cadre a été rédigé pour informer les partenaires potentiels.

SMT

A Suivre: APUGEDU, une approche de la gestion des déchets .

La ville de Bamako, à l'instar de plusieurs villes africaines, connaît une véritable explosion démographique qui pose de nombreux problèmes de développement d'autant plus que infrastructures et équipements urbains ne suivent pas la même courbe de croissance. A Bamako, la production journalière des déchets solides s'estime à 2200 m³ en 2000 dont seulement 60% sont collectés journalièrement. Les eaux usées sont vidangées dans les rues et les cours d'eaux. La quantité de boue des latrines à évacuer quotidiennement est évaluée à 1200 m³ alors que le District ne peut prendre en charge que 150 m³ par jour. Les déchets qui alimentent les dépôts de transit (anarchiques ou autorisés) ne sont pas régulièrement collectés et il n'existe pas non plus de site officiel de traitement. Tout cela est source de nuisances et de dégradation de la qualité de vie à Bamako. En effet, l'insalubrité est croissante dans l'environnement urbain et les maladies qui y sont liées sont en augmentation. Le problème de la gestion des déchets urbains se caractérise surtout

par la vision linéaire qu'ont les administrateurs sur cette question. Cette lacune semble importante dans la mesure où les déchets urbains contiennent de l'énergie, des matières organiques et minérales ainsi que des micro-organismes potentiellement exploitables dans des domaines aussi porteurs que l'agriculture urbaine. C'est dans ce domaine que s'investit le programme Agriculture Péri Urbaine et Gestion des déchets Urbains (APUGEDU) mis en œuvre par le Cabinet d'Étude Keita Kalasaba et l'Institut d'Économie Rurale (IER). En effet, la réorganisation de la filière de gestion des déchets urbains à Bamako est un enjeu de taille qui nécessite, dans le cadre de la décentralisation une implication des populations et la mise en place de modalités de concertation régulière entre les maraîchers, les collecteurs, les transformateurs, la commune et le District.

Conscient de cela, la commune 6 de Bamako a mis en place un comité de gestion et de valorisation des déchets urbains en Commune VI (COGEVAD VI) dans le but d'améliorer la salubrité dans toute la

commune VI en augmentant la qualité et la quantité des déchets urbains à valoriser pour l'agriculture urbaine et périurbaine. Cette commission restreinte réunit les représentants de la mairie, des maraîchers, des GIE, et de la population. Le CEK joue dans ce processus un rôle d'animateur.

Le COGEVAD conduit, depuis août 2000, un plan d'actions pour l'environnement basé sur l'appui des GIE pour un assainissement de la commune par l'élimination des dépôts anarchiques, la conception d'un système de transformation des déchets organiques en fertilisants agricoles.

A la suite d'une enquête pour identifier les problèmes de la pré-collecte qui sont souvent source de l'insalubrité et de la mauvaise utilisation des dépôts de transit et un recensement des dépôts

de la commune (dépôts anarchiques, autorisés et aménagés) le COGEVAD a élaboré une proposition de projet d'aménagement de centres de transformations en commune VI dont la gérance sera confiée au secteur privé (GIE, particuliers).

Extrait de la communication de Modibo Keïta
CEK Kalabasa, BP: 9014
Email: cek@spider.toolnet.org

Entretien : Fatou Sow Ndiaye présente le projet DIMITRA

Dans notre dernier numéro, nous annonçons la tenue de l'AG constitutive du réseau des femmes rurales du Sénégal. Seg Taaba a voulu en savoir plus sur le projet DIMITRA qui a joué un rôle primordial dans l'animation de ce processus.

Seg Taaba: Qu'est-ce que le projet "Dimitra"?

FSN: A l'origine, le projet "Dimitra", Femmes Rurales et Développement, avait été lancé en 1994 par la Fondation Roi Baudouin, en Belgique, avec le soutien financier de la Commission Européenne. Le projet a publié le *guide Dimitra* qui présente des informations sur diverses structures basées dans les pays membres de l'Union Européenne, la Norvège et la Suisse, travaillant avec et pour les femmes rurales dans les pays du Sud. Depuis 1998, c'est le Service des Femmes dans le développement (SDWW) de la FAO. Avec la FAO, le projet a élargi son champ d'application aux organisations d'Afrique et du Proche Orient, et s'applique à rendre les informations faciles d'accès pour tous, en utilisant les nouvelles technologies de l'information (site Internet et base de données interrogeable en ligne) ainsi que des publications traditionnelles.

S T: Quels sont les objectifs du projet ?

FSN: L'objectif global du projet "Dimitra" est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des femmes rurales et au renforcement de leurs pouvoirs pour une amélioration de leur statut et des possibilités de mener à bien leurs rôles de garantes de la sécurité alimentaire. Pour cela Dimitra s'est engagé à collecter, traiter et diffuser des

informations sur les projets et actions menés par et pour les femmes rurales, à favoriser les échanges d'informations, à faciliter l'accès à l'information pour tous et à promouvoir un forum d'échange et de collaboration. Dimitra contribue également au renforcement des capacités régionales et nationales dans le domaine de la formation et de l'information des partenaires au développement avec un accent particulier sur l'approche genre.

ST: Quelles sont les activités de Dimitra au Sénégal ?

FSN: Le Sénégal, à travers Enda/Pronat, coordonne le projet pour sept pays d'Afrique de l'Ouest francophone: Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Mali, Mauritanie, Sénégal, Cameroun et Gambie. Depuis sa mise en place, le groupe s'est attelé à identifier des organisations partenaires du projet dans ces différents pays sur la base d'un questionnaire. Au total, 262 organisations sont inventoriées. Le partenariat a été élargi aux organisations de base et autres centres d'informations, de recherche, réseaux, ONG et Ministère de tutelle. Une base de données sur les différentes organisations de la sous-région est mise

en place. Enfin, Dimitra a appuyé au Sénégal un processus de création d'un réseau national des femmes rurales dont l'AG a eu lieu les 15 et 16 mai 2001 à Thiès.

Contacts :
Fatou Sow NDIAYE,
E-mail : pronat@enda.sn ou dimitra@enda.sn

Opinion: Contribution au débat sur le genre!...

Les disparités entre hommes et femmes existent dans tous les pays du monde, mais dans certains, elles sont criardes. Plusieurs études démontrent partout que les femmes souffrent de la pauvreté plus que le reste de la population. Par conséquent, plusieurs raisons justifient la nécessité du calcul de ces disparités pour une plus grande efficacité des études et programmes et plus simplement pour réhabiliter la femme. Encore faudrait-il identifier l'ampleur et la nature des obstacles. Contre quoi (ou qui ?) lutte-t-on ? Comment s'y prendre étant donné que les sociétés sont culturellement très différentes même si par ailleurs les problèmes de fond sont identiques ?

(...) Le débat sur une égalité entre homme et femme importé en Afrique nous semble faussé d'avance dans la mesure où il est parti lui-même d'un écart : celui des pays pauvres et riches. En effet, il existe un paradoxe croissant entre l'accumulation des ressources et la globalisation de la pauvreté. L'écart est croissant entre riches et pauvres au sein d'une même société, entre hommes et femmes, entre ethnies, entre religions, l'inégalité existe partout sous des formes les plus diverses et parfois subtiles. La première puissance du monde n'a jamais compté autant de pauvres qu'aujourd'hui alors que sa santé économique est des plus correctes !

Le paradoxe de la réclamation de l'équité homme/femme réside dans le fait que les pays qui en sont les instigateurs vivent dans des sociétés qui encouragent l'inégalité et la domination de surcroît pièces maîtresses de leur réussite. Nous postulons que l'idéologie dominante qui a produit l'approche genre (originaire des États-Unis) porte en elle les germes de l'inégalité. Comment dès lors comprendre le rééquilibrage économique et éthique qu'elle propose ? L'esprit capitaliste dans ses divers aspects est fondé sur l'accroissement des richesses à tout prix. Le social est resté longtemps absent de la construction économique où il n'existe

de place que pour «les plus offrants ». « Nothing for nothing » est bien la philosophie de ce système. (...) Aujourd'hui la globalisation, concept et réalité à la mode est la divinité vers laquelle courent États et sociétés civiles. Tout pousse à s'internationaliser, ne pas participer à cette globalisation, c'est rester en rade, c'est se condamner à l'exclusion. (...) Il s'ensuit une appropriation des ressources pour les plus armés et les plus «capables ». Et les femmes sont nettement moins armées pour faire face à ce vaste processus de sélection dans lequel le monde est entré.(...) Elles devront mener une lutte âpre pour mieux se valoriser selon leur contexte.

Dans les sociétés occidentales, la réussite de la femme passe par un travail stable et une indépendance économique, ailleurs est-ce le cas ? (...) Qu'est-ce qui prime, pour une femme africaine, entre un statut social conféré par sa situation économique ou alors celui procuré par sa capacité à faire face à la modernité en préservant ses liens familiaux et sociaux ? Est-ce que la réussite économique à la femme africaine et d'ailleurs, pour être valorisée socialement ? Finalement la lutte pour de meilleures conditions de vie en dépit de son caractère «vital » vise un rééchelonnement social encore faudrait-il que les causes et les conditions de ce rééchelonnement soient identiques pour toutes les cultures du monde !

En outre, un changement des rôles et du statut entraîne des bouleversements (...) qui mènent à toutes sortes de dérives : augmentation du nombre de divorces, déstabilisation et nucléarisation de la famille, déchirure du tissu social. Est-ce que la femme africaine qui évolue dans un milieu communautaire a assez d'armes pour faire face à ces situations critiques ? En terme de logique, est-ce que la quête de situation économique, que pourrait lui donner l'accès aux ressources, est plus importante que les tensions familiales et l'exclusion

sociale que cette quête pourrait engendrer ? La femme africaine, faut-il le rappeler, n'est pas «un homo oeconomicus », entre une exclusion économique et une autre sociale, va t-elle hésiter longtemps ?

Aminata Ndiaye, <sigapal@hotmail.com>

Concept en bref: Une vision du code de conduite

Le code de conduite est un ensemble de dispositions prises de manière consensuelle par les populations d'une zone éco-géologique ou d'une unité d'aménagement donnée en vue de gérer durablement les ressources naturelles de leurs terroirs villageois et supra-villageois. Ces dispositions prises principalement dans le domaine agricole, la conservation des sols et de l'eau, le domaine pastoral, la gestion foncière et le domaine organisationnel, sont orientées vers la résolution des problèmes prépondérants en matière de GDRN d'une zone donnée. Le code de conduite trouve son ancrage institutionnel dans les textes de la décentralisation et constitue une réaffirmation du caractère communautaire de la GDRN.

Définition du PAGERNA

Humeur, Humour... Effet Mode : Fripes du Sud au Nord !

Notre ami a débarqué sans ses bagages, laissés en rade quelque part dans les multiples aéroports entre Édimbourg et Niamey. Après de multiples va-et-vient entre l'aéroport et son hôtel pour retrouver une valise annoncée en vain, notre ami en bon malien se résout, la mort dans l'âme, à faire un tour chez les braves marchands de friperie histoire de se faire dépanner. Très à l'aise dans ses nouveaux atours, personne n'a deviné qu'il était passé chez ces recycleurs d'habits venant d'ailleurs. A la fin de l'atelier, confiance pour confiance, ne voilà-t-il pas qu'il prend goût : il va conserver un ou deux habits !!! En voilà un qui va renouveler sa garde robe au marché de la récupération du Sud, créant alors une forme originale de mondialisation, un effet retour sans précédent et mettre enfin d'accord OMC, leaders paysans et autres opérateurs économiques du Sud... **Ced TAABA**

**Écrivez-nous :articles, commentaires et suggestions sont les bienvenus!!!
iiedsen@sentoo.sn / awafba@sentoo.sn**

Rédacteur

Awa Faly BA

L'équipe de Rédaction

Fatou NDIAYE

Mamadou Bara GUEYE

Mame Marième FALL

Serigne Mansour TALL